

LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE Brésil

Une publication du SER de Brasília
N° 63 – Semaines du 23 octobre au 3 novembre 2023

Sommaire

Focus | Le gouvernement fédéral élabore **des labels « verts » pour certifier les produits et services**

Environnement & Climat

- **75% des émissions de GES** du Brésil sont liées à la **production alimentaire**
- En octobre 2023, **plus de 1 000 municipalités** sont en situation d'**urgence climatique**
- La CNI propose des **objectifs « bas carbone » au secteur industriel**

Energie

- **Engie et Vallourec** renforcent leurs investissements respectifs dans les **énergies renouvelables**
- Le **stockage de l'électricité** appelé à se développer pour contribuer à la **sécurité énergétique**

Infrastructures & Transports

- Plus de **100 routes aériennes régionales** devraient être créées au **premier semestre 2024**
- **Le projet de privatisation du port de Santos est retiré**, et substitué par des projets PPP
- La BNDES souscrit des **obligations de 750 M BRL** auprès de l'**opérateur ferroviaire Rumo**

Et Aussi

- **GOL et Air France-KLM** renouvellent leur **partenariat stratégique** pour 10 ans

Amazonie & Biomes

- La BNDES et l'ONU allouent 1,8 Md BRL à la **résilience climatique** dans le **biome de la Caatinga**

Suivi des alertes à la déforestation (Amazonie légale et Cerrado)

FOCUS

Le gouvernement fédéral élabore des labels « verts » pour certifier les produits et services

Le 23 octobre, le ministère du Développement, de l'Industrie, du Commerce et des Services (MDIC) a ouvert une **consultation publique** - d'une durée prévue d'un mois- concernant l'**élaboration en cours de deux labels « verts »**, intitulés *Selo Verde Brasil* et *Selo Amazônia*.

Le Selo Verde Brasil sera une certification volontaire, qui pourra être obtenue par tous les produits et services des secteurs primaire, secondaire ou tertiaire répondant aux critères environnementaux et sociaux du programme. Si ceux-ci demeurent à définir -en concertation avec le secteur privé- et à formaliser par l'Association brésilienne des normes techniques (ABNT), ils devraient porter sur les enjeux suivants : **la gestion des déchets, la consommation d'eau, l'empreinte carbone et la traçabilité** des produits et/ou services. Concernant les critères relatifs à la traçabilité, visant à assurer le suivi du produit et/ou service sur l'ensemble de son cycle de vie, le gouvernement bénéficie du **soutien technique de l'Université de São Paulo (USP) et de l'Entreprise brésilienne de recherche agricole (Embrapa).**

Les demandes de certification *Selo Verde Brasil* seront analysées par des entreprises spécialisées dans la certification, accréditées par l'Institut national de métrologie, de standardisation et de qualité industrielle (INMETRO) ; **leur coût** -dépendant des critères d'analyse qui seront retenus- **demeure à établir.** La mise en place du *Selo Verde Brasil* vise un **double objectif** : **(i) domestique**, par la substitution aux diverses certifications déjà existantes, et donc la **réduction des coûts et procédures pour le producteur et/ou l'exportateur** ; et **(ii) international**, par une **interopérabilité avec les exigences socio-environnementales des « principaux marchés mondiaux »**, tels que l'Union européenne, et donc une amélioration de la compétitivité internationale des producteurs brésiliens.

De son côté, le programme Selo Amazônia visera à (i) identifier des chaînes de production « durables » -environnementalement et socialement- localisées en Amazonie légale et (ii) développer la certification -volontaire- des produits et services issus de ces chaînes de valeur. Selon le Secrétaire à l'Economie verte, à la Décarbonation et à la Bioéconomie du MDIC, M. Rodrigo Rollemberg, ceci concernera **non seulement les produits provenant de matières premières issues de l'Amazonie légale, mais également -et essentiellement- ceux transformés dans la région.** Comme pour le *Selo Verde Brasil*, les critères de certification seront formalisés par l'ABNT et les demandes seront analysées par des entreprises accréditées par l'INMETRO. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Environnement & Climat

75% des émissions de GES du Brésil sont liées à la production alimentaire

D'après un rapport publié le 24 octobre par l'Observatoire du climat, réseau formé de 90 organisations de la société civile, **la production alimentaire au Brésil -comprise comme la production, la distribution et la consommation de denrées alimentaires- a entraîné l'émission de 1,8 Md tonnes CO₂ eq. en 2021, soit 75% des émissions brutes de gaz à effet de serre (GES) du pays la même année.** A titre de comparaison, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime qu'**au niveau mondial, la production alimentaire représente en moyenne entre 21% et 37% des émissions de GES.**

Au Brésil, le rapport montre que **90% des émissions de la production alimentaire s'expliquent par deux facteurs : (i) les changements dans l'usage des sols**, essentiellement la déforestation (56,3%) ; **et (ii) les activités agricoles (33,7%)**. Les 10% restants sont liés à **(iii) l'utilisation d'énergie (5,6%), (iv) les déchets générés (4,2%) et (v) les processus industriels (< 1%)**. En analysant les émissions de GES de la production alimentaire **par chaînes de valeur, le rapport souligne que la production de bœuf concentre 78% des émissions** -en lien avec l'ampleur des zones de pâturage et du cheptel au Brésil-.

Face à ces constats, **le rapport propose trois axes d'action : (i) poursuivre la lutte contre la déforestation** dans l'ensemble des biomes ; **(ii) favoriser et accélérer la traçabilité** des chaînes de valeur ; **et (iii) et renforcer les plans de décarbonation de l'agriculture**, en particulier par le passage à grande échelle des technologies d'agriculture bas carbone. (Article [ici](#))

En octobre 2023, plus de 1 000 municipalités sont en situation d'urgence climatique

Selon le ministère de l'Intégration et du Développement Régional, **1 033 municipalités (soit près de 20% du nombre total de municipalités brésiliennes) se trouvaient en octobre 2023 en situation d'urgence climatique**-qu'il s'agisse de fortes précipitations, d'inondations, ou a contrario d'étiage ou de sécheresse-.

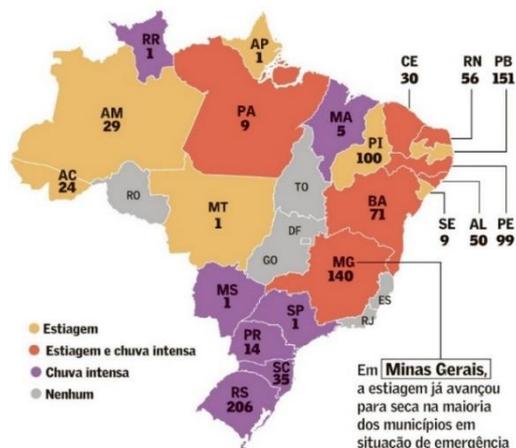
Parmi les 27 Etats fédérés, 7 sont confrontés à des problématiques exclusivement liées à la sécheresse et 7 à de fortes précipitations, tandis que 7 autres subissent les impacts de ces deux phénomènes, dans des municipalités différentes.

La reconnaissance de la situation d'urgence par le ministère permet aux municipalités de recevoir des fonds fédéraux. Par exemple, l'Etat de l'Amazonas se verra allouer 627 M BRL (117 EUR) par le gouvernement

Extremos

1.033 municípios estão oficialmente em situação de emergência*

Fenômenos presentes por Estado



fédéral afin d'aider les municipalités à prendre en charge les personnes et rétablir les services impactés. (Article [ici](#))

La CNI propose des objectifs « bas carbone » au secteur industriel

La Confédération Nationale de l'Industrie (CNI) a publié la quatrième édition de son **rapport « Mapa Estratégico », visant à proposer des lignes directrices pour le développement de l'industrie brésilienne.**

Si cette édition inclut des propositions novatrices en matière d'égalité de genre et de diversité, **les enjeux environnementaux et climatiques font également l'objet de plusieurs propositions chiffrées**, en vue d'une utilisation raisonnée des ressources naturelles et d'une transition « bas carbone ».

La CNI propose notamment : **(i) de réduire le nombre de municipalités dont le niveau de sécurité hydrique est bas ou minimal** de 3,9% par an, de 890 en 2023 à 600 en 2032 ; **(ii) d'augmenter la production annuelle de bois issue d'une gestion forestière durable** (en concession) de 15,2% par an, de 287 000 m³ en 2021 à 1,3 M m³ en 2032 ; **(iii) de réduire les émissions de GES de l'industrie brésilienne** de 0,5% par an entre 2023 et 2032 ; **(iv) d'augmenter le nombre d'entreprises industrielles de transformation réalisant un inventaire public de leurs émissions de GES** de 1,8% par an, de 139 entreprises en 2021 à 170 en 2032 ; **(v) d'améliorer l'efficacité énergétique** de l'industrie, en faisant passer l'indice d'intensité énergétique (rapport entre la consommation d'énergie et le chiffre d'affaires) de 12,7 en 2020 à 9,8 en 2032 ; **(vi) de faire croître l'usage de sources d'énergie renouvelables** dans l'industrie, de 62% en 2022 à 75% en 2032 ; **et (vii) d'améliorer le taux de valorisation des déchets**, de 1,6% en 2020 à 12,8% en 2032.

Ces propositions ont été présentées le 20 octobre par la CNI au Vice-président et Ministre du Développement, de l'Industrie, du Commerce et des Services, M. Geraldo Alckmin, ainsi qu'à 40 associations sectorielles et 27 fédérations professionnelles étatiques. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Energie

Engie et Vallourec renforcent leurs investissements respectifs dans les énergies renouvelables

Implanté depuis près de trente ans au Brésil, **le groupe Engie a racheté le 30 octobre cinq complexes photovoltaïques** représentant une capacité installée de 545 mégawatts (MW) à **Atlas Brasil Energia Holding**, filiale du groupe américain Atlas Renewable Energy. Le montant de la transaction s'élève à **3,24 Mds BRL (615 M EUR)**, divisés entre 2,27 Mds BRL de rachat d'actions et 971 M BRL de dette liquide d'Atlas. Aujourd'hui, **Engie est le premier producteur privé d'électricité du pays**, à la tête d'une capacité installée de 10 gigawatts (GW) provenant à **100% de sources renouvelables**. Depuis 2015, **la société a investi 20 Mds BRL (3,75 Mds EUR) en faveur de la transition énergétique au Brésil**, en termes de production d'énergies renouvelables ou de construction de lignes de transmission.

Par ailleurs, **Vallourec a pris une participation dans le complexe photovoltaïque Futura I du groupe brésilien Eneva** (Etat de Bahia). Le contrat de fourniture d'électricité aura une durée de 12 ans (2023-2035),

pendant laquelle **l'usine couvrira 25% de la consommation totale de Vallourec Brésil**. L'entreprise, présente dans le pays depuis 70 ans, possède **deux usines de production de tubes en acier sans soudure, une mine ainsi que des exploitations forestières** dans l'Etat du Minas Gerais (166 000 hectares). Pionnière dans ce secteur, Vallourec utilise la biomasse pour alimenter ses hauts fourneaux. Accueillant une nouvelle partie des activités du groupe, transférées depuis l'Allemagne dès 2021, **Vallourec Brésil pourrait participer aux extensions Futura II et Futura III**, ce qui couvrirait une partie des besoins en énergie de ses nouvelles activités. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Le stockage de l'électricité appelé à se développer pour contribuer à la sécurité énergétique

En lien avec le **développement des projets éoliens et solaires**-énergies intermittentes, dépendantes de facteurs climatiques-, et soulignée par les récentes **crises de « l'apagão »** (2021, août 2023), **la question du stockage de l'électricité produite est centrale pour construire la sécurité énergétique du pays**. Dès lors, **des investissements croissants se portent sur les infrastructures de stockage par batteries**. Une étude récente, menée par le cabinet de conseil américain A&M, **prévoit au Brésil une croissance de 84% sur l'année 2023 de la filière batteries, et des investissements prévisionnels de 20 Mds BRL (3,75 Mds EUR) d'ici 2030**.

Plusieurs entreprises, historiquement spécialisées dans les infrastructures de transport de l'électricité, investissent ce nouveau segment. Par exemple, **l'entreprise brésilienne ISA Cteep a mis en service au début de l'année 2023 dans l'Etat de São Paulo un centre de stockage par batteries**, suite à un appel d'offres réalisé par l'Agence nationale de l'énergie électrique (Aneel) en 2016. L'usine dispose de batteries d'une capacité de 60 MW, qui **permettent d'alimenter 2 millions de personnes pendant 2 heures en cas d'interruption du courant ou de pic de consommation**. **D'autres acteurs du secteur de l'énergie investissent le marché du stockage, en particulier les producteurs d'énergie solaire** qui y voient un moyen d'optimiser l'utilisation de leurs équipements déjà existants. (Article [ici](#))

Infrastructures & Transports

Plus de 100 routes aériennes régionales devraient être créées au premier semestre 2024

Le 26 octobre, **le ministre des Ports et des Aéroports, M. Silvio Costa Filho, a annoncé que 101 routes aériennes régionales devraient être lancées** au cours du premier semestre 2024. **S'ajoutant aux 750 routes régionales déjà existantes**, elles se déploieront sur l'ensemble du territoire brésilien et viseront en priorité **l'intégration de nouvelles microrégions économiques dans le réseau aérien**. En parallèle, et alors que le pays compte déjà 18 aéroports internationaux et 81 plateformes régionales, le ministère des Ports et des Aéroports **étudie la possibilité de revitaliser et/ou créer de nouveaux aéroports régionaux**, notamment dans la ville de São Paulo. Le plan de développement projette **des investissements de l'ordre de 70 Mds BRL (13 Mds EUR) pour les ports et les aéroports** sur les prochaines années, dont 54 Mds BRL (10 Mds EUR) issus du secteur privé. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Le projet de privatisation du port de Santos est retiré, et substitué par des projets PPP

Le ministre des Ports et des Aéroports, **M. Silvio Costa Filho**, a signé le **27 octobre une mesure formalisant l'abandon du projet de désétatisation du port de Santos**. Premier port brésilien en termes de **manutention de marchandises**, il a vu transiter plus de 162 millions de tonnes de marchandises en 2022 (en croissance de 10,5% par rapport à 2021).

Si la possibilité d'une substitution de l'autorité publique par une gestion privée est désormais écartée, **les opérations réalisées au sein du port sont déjà largement concédées au secteur privé, et le gouvernement fédéral souhaite encourager les partenariats public-privé (PPP) sur des opérations spécifiques**. L'enjeu est de favoriser l'innovation technologique et **stimuler l'investissement public et privé -pour un montant prévisionnel de 13,4 Mds BRL (2,5 Mds EUR) sur les 8 à 10 prochaines années-**. Parmi les **travaux prévus** figurent par exemple l'adaptation et le dragage des postes d'amarrage, la rénovation du quai de l'île Barnabé, la mise en place d'un **système de gestion du trafic maritime** ou encore le projet de **tunnel Santos-Guarujá**. (Articles [ici](#) et [ici](#))

La BNDES souscrit des obligations de 750 M BRL auprès de l'opérateur ferroviaire Rumo

Dans le cadre d'un **appel public de l'ordre de 1,5 Md BRL (281 M EUR) lancé par l'opérateur ferroviaire brésilien Rumo**, la Banque Nationale de Développement Economique et Social (**BNDES**) a souscrit des **obligations pour un montant de 750 M BRL (140 M EUR)** -soit 50% des fonds que Rumo souhaite mobiliser-. Ceux-ci sont destinés à des **investissements prévus dans la Malha Paulista**, un corridor ferroviaire reliant l'agro-industrie (soja, maïs, sucre notamment) du Centre-Ouest au port de Santos (Etat de São Paulo). Ces investissements visent **l'amélioration de la sécurité du chemin de fer et l'augmentation de la productivité du transport des marchandises**, par la construction, la rénovation et l'agrandissement de gares, voies ferrées, passerelles et passages à niveau.

L'émission des obligations a été labellisée comme « durable », en raison des impacts sociaux et environnementaux positifs des travaux financés (notamment par l'augmentation du volume de marchandises transportées par voie ferroviaire, plutôt que routière). **Une augmentation des intérêts est prévue par la BNDES si Rumo ne respecte pas son engagement de réduire les émissions de GES par kilomètre parcouru de 17,6 % d'ici 2026, et de 21,6 % d'ici 2030** (avec pour référence les émissions de 2020). (Article [ici](#))

Et Aussi

GOL et Air France-KLM renouvellent leur partenariat stratégique pour 10 ans

Les compagnies aériennes GOL Linhas Aéreas Inteligentes et Air France-KLM ont annoncé le 26 octobre le renouvellement pour 10 ans de leur **partenariat stratégique, initié en 2014 et garant d'une exclusivité réciproque ainsi que d'un réseau optimisé** entre le Brésil (45 destinations) et l'Europe (plus de 80 destinations). A date, **99% des vols**

transatlantiques d'Air France-KLM sont effectués en partenariat avec GOL. De plus, un passager sur cinq se rendant au Brésil avec Air France-KLM prend ensuite une correspondance domestique assurée par GOL. Ainsi, plus de 2 millions de passagers ont bénéficié du partenariat depuis sa création. Son renouvellement s'accompagne d'une volonté **(i) de couvrir de nouvelles routes aériennes en Amérique latine**, mais également **(ii) d'augmenter la pratique de partage de code (« codeshare »)**, soit la mise en commun de plateformes de correspondance et de vols. Enfin, l'extension du partenariat inclut le **soutien d'Air France-KLM à GOL pour la maintenance des moteurs CFM56 et Leap.** (Article [ici](#))

Amazonie & Biomes

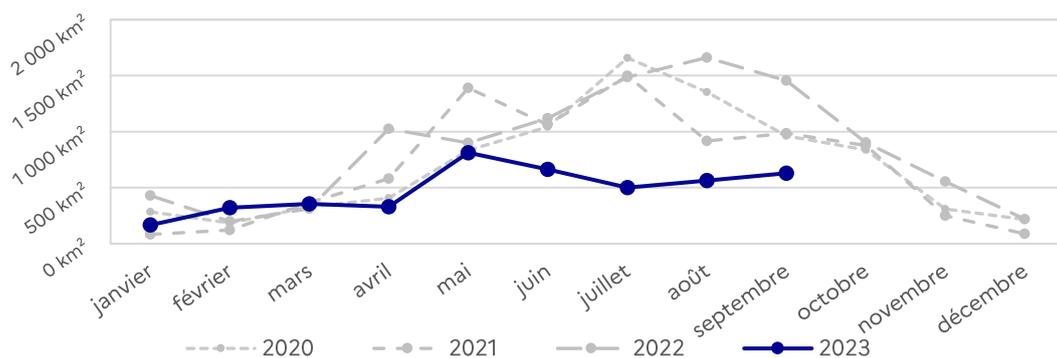
La BNDES et l'ONU allouent 1,8 Md BRL à la résilience climatique dans le biome de la Caatinga

Le 24 octobre a été lancé, en présence du président Lula, le **projet Sertão Vivo, Semeando Resiliência Climática em Comunidades Rurais no Nordeste** (Impulser la résilience climatique dans les communautés rurales du Nord-Est).

Financé par la BNDES et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) des Nations unies -via le Fonds Vert pour le Climat (GCF)-, le projet allouera **1,8 Md BRL (337 M EUR) aux neuf Etats de la région Nord-Est** (Alagoas, Bahia, Ceará, Maranhão, Paraíba, Pernambuco, Piauí, Rio Grande do Norte, Sergipe).

Plus spécifiquement, les fonds financeront des **actions sélectionnées suite à un appel à projets réalisé en juillet 2023**. Les bénéficiaires sont **essentiellement des agriculteurs familiaux et communautés traditionnelles** (peuples autochtones, quilombolas, etc.) habitant dans des **zones semi-arides du Nord-Est, au sein du biome de la Caatinga**. Représentant un total de 439 000 familles, **ils recevront une formation et mettront en œuvre des actions** assurant (i) l'utilisation raisonnée de la **ressource en eau**, (ii) l'augmentation de la **productivité -et donc de la sécurité- alimentaire**, (iii) l'amélioration de la **résilience des systèmes de production** agricole face aux sécheresses, (iv) la **restauration des écosystèmes** dégradés et (v) la **réduction des émissions de GES**. (Article [ici](#))

Alertes à la déforestation en Amazonie légale (biomes de l'Amazônia -100%- du Pantanal -40%- et du Cerrado -37%-)



2023

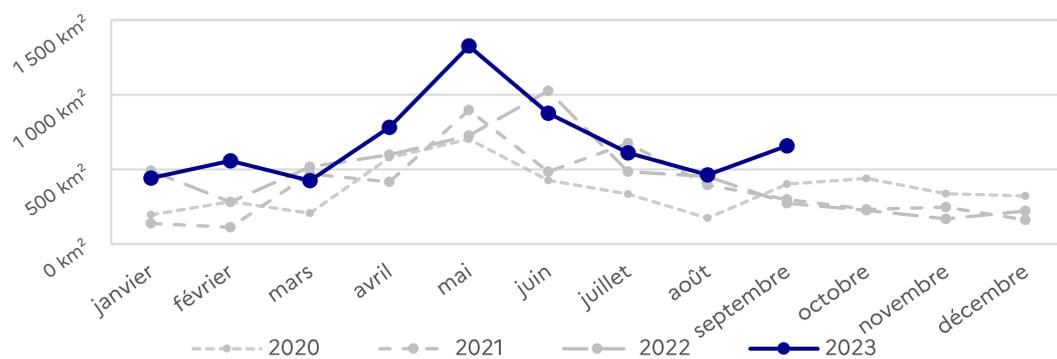
Période du 1^{er} janvier
au 27 octobre

4 750 km²

-49% Par rapport à 2022

Source: Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

Alertes à la déforestation dans le Cerrado (biome du Cerrado -100%-)



Source: Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

2023

Période du 1^{er} janvier
au 27 octobre

6 726 km²

+33% Par rapport à 2022

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Sébastien ANDRIEUX, Chef du Service économique régional de Brasília
Rédaction : Mathieu RIVALLAIN, Clémence PIERRE, François-Xavier FLAMAND, Paul D'HUMIERES

Abonnez-vous : clemence.pierre@dgtresor.gouv.fr